

Protokol bol prijatý, aby rokovanie nebolo preťahované a prípadne prerušené. Ostatne česko-slovenská delegácia zabezpečuje štátne občianstvo česko-slovenské len osobám, ktoré svojho času na základne Trianonskej zmluvy stali sa česko-slovenskými štátnymi občanmi, takže štátne občianstvo naturalizovaných bez prekážky môže byť revidované.

Tak ako po zmluve s Nemeckom, i po tejto zmluve bude treba vydať nariadenie (a la č. 301/1938 Zb. Z. an.), aby sa domovská príslušnosť z úradu ustálila pre tých, ktorí majú domovskú príslušnosť na území k Maďarsku pripojenom.

SNA, MPs, kart. 134, inv. č. 171. Cyklostyl.

¹ Pozri dok. č. 151.

² Pozri dok. č. 151, pozn. č. 3.

153

18. február 1939, Budapešť.

Dohoda o kolonistoch medzi Česko-Slovenskou republikou a Maďarským kráľovstvom podpísaná predsedom česko-slovenskej právnej delegácie M. Mičúrom a štátnym tajomníkom maďarského ministerstva vnútra K. Tomcsányim.

Procès - verbal

Dans la sous-commission des réclamations de la Commission juridique chargée de l'exécution de la décision arbitrale du 2 novembre 1938, les Délégués des Gouvernements tchéco-slovaque et hongrois après avoir délibéré sur l'affaire portée devant la sous-commission par la Délégation tchéco-slovaque et relative aux colons tchéco-slovaques installés sur les territoires annexés à la Hongrie, sont convenus de

l'Arrangement

suivant:

Jusqu'au 31 octobre 1939 le Gouvernement Tchéco-Slovaquie accueille, avec leurs familles, leurs conjoints et autres parents vivant dans leur ménages, les colons tchèques, slovaques et ruthènes installés par le Gouvernement tchéco-slovaque dans des colonies créées en exécution de la réforme agraire, sans faire de distinction entre ceux qui on déjà quitté la Hongrie et ceux qui le feront ultérieurement.

La Tchéco-Slovaquie assure à toutes ces personnes la nationalité tchéco-slovaque sans égard aux stipulations de la Convention entre la République Tchéco-Slovaque et la Royaume de Hongrie au sujet du règlement des questions de la nationalité, signée ce jour.

Le Gouvernement tchéco-slovaque a dressé des tableaux relatifs à ces colonies; ceux qui se rapportent aux territoires transférés de la Slovaquie à la Hongrie forment l'Annexe A,¹ ceux qui se rapportent aux territoires transférés de la Russie-Subcarpathique à la Hongrie forment l'annexe B² du présent arrangement.

II.

Les colons déménageants peuvent emporter leurs biens mobiliers, animaux et outillage agricole en franchise de douane et de taxe sur la base d'un certificat que la Banque nationale de Hongrie leur délivrera sur demande.

Les colons qui ont quitté leur résidence avant la signature du présent Arrangement soit à la suite d'une mesure prise par les autorités hongroises, soit pour toute autre raison, peuvent retourner à leur ancienne résidence pour transporter leurs biens mobiliers, animaux et outillage agricole sur le territoire de la Tchéco-Slovaquie en franchise de douane et de taxe.

En ce qui concerne le transport des animaux, la Tchéco-Slovaquie est prête à renoncer à ce que les prescriptions de la Convention vétérinaire tchéco-slovaque - hongroise soient appliquées du côté hongrois, et n'a pas d'objection à ce que les autorités hongroises achètent des chevaux aux colons en les payant au comptant du prix pratiqué dans la localité.

Au cas où, pour des raisons imprévues et techniques, certains colons ne pourraient pas emporter des biens mobiliers de caractère spécial, tels que paille de litière, ensilage, fourrages volumineux („Bailass“) et que ceux-ci restent à la disposition de l'exploitant successeur, les stipulations de l'article V trouveront application.

Pour l'exportation des avoirs en numéraire ou titres appartenant aux colons, on appliquera les dispositions suivantes:

Sont exportables les titres appartenant aux colons et émis par des débiteurs ayant leur domicile ou leur siège sur le territoire actuel de la République Tchéco-Slovaque.

La possibilité et les modalités du transfert des sommes en pengö, ainsi que la possibilité et les modalités de l'exportation des instruments de paiement libellés en couronnes tchéco-slovaques, mis à la disposition du colon par la Banque Nationale de Hongrie ou se trouvant dans sa possession, demeurent assujetties aux accords en vigueur entre les Banques d'émission des deux Etats.

En règle, la Banque Nationale de Hongrie n'autorisera pas l'exportation de l'or, de l'argent et du platine (exception faite des objets habituels destinés à l'usage personnel fabriqués de ces métaux et ceci dans une quantité correspondant à la situation de fortune du colon), ni celle des collections et oeuvres d'art possédant - selon la constatation des autorités hongroises compétentes - une valeur historique ou autrement importante. Il en est de même en ce qui concerne l'exportation des titres, devises et instruments de paiement ne tombant pas sous les stipulations des alinéas précédents.

Les autorités compétentes des deux Pays se concerteront en vue de règlement des cas spéciaux.

La Banque Nationale de Hongrie, pour autant qu'elle autorise les exportations, délivrera les permis ou les certificats y relatifs sans que le colon ait versé la contre-valeur en devises étrangères des objets à exporter ou sans qu'il en ait assumé l'obligation. Les permis ou les certificats d'exportation pourront être délivrés également par les succursales compétentes de la Banque Nationale de Hongrie.

Les biens mobiliers exportés ne sont assujettis à aucune taxe, redevance ou douane de sortie.

Les modalités de l'exportation du tabac appartenant aux colons, sont assujetties aux stipulations de l'Arrangement signé le 29 janvier 1939 par les représentants des Monopoles tchéco-slovaque et hongrois.

III.

L'Annexe C³ au présent Arrangement fixe les conditions détaillées du déménagement des

colons ayant exploité les terres énumérées dans l'Annexe A, ainsi que celles de leur retour en Hongrie pour le transport de leurs biens mobiliers.

Les colons qui séjournent actuellement en Hongrie et qui, pour une raison quelconque, ne tiennent pas à profiter du transport prévu à l'Annexe C, effectueront à leurs propres frais leur voyage, celui de leurs familles, leurs conjoints et des autres personnes vivant avec eux, ainsi que le transport de leurs biens mobiliers.

Sous tous les autres rapports, ces personnes seront soumises aux stipulations du présent Arrangement.

IV.

Les modalités du départ des colons ayant exploité les terres énumérées dans l'Annexe B, et de leur retour en Hongrie pour le transport de leurs biens mobiliers, feront l'objet d'un arrangement ultérieur les deux Délégations.

V.

Les colons rentrés à leur ancien domicile pour assurer le transport de leurs biens mobiliers, animaux et outillage agricole peuvent, s'il y a lieu, déclarer à la mairie de leur ancien domicile les dommages et les pertes subis quant à ces biens.

La déclaration doit être faite, autant que possible, en présence de la commission mixte tchéco-slovaque-hongroise à instituer à cet effet. On mentionnera dans la déclaration les circonstances invoquées par le colon pour motiver le montant des dommages.

Les détails de la procédure font l'objet de l'Annexe D¹.

VI.

Les impôts et autres contributions publiques dus par le colon en vertu d'une décision ayant l'autorité de la chose jugée et venus à l'échéance, doivent être payés.

Les colons possédant de la monnaie en espèce, des pierres ou métaux précieux, des titres, des devises ou livrets de caisse d'épargne, exportables avec la permission de la Banque Nationale de Hongrie ne pourront emporter leurs biens mobiliers, animaux et outillage agricole que s'ils ont préalablement versé, en amortissement de leur dette d'impôt ou d'autres contributions publiques, 50% du montant total de la monnaie en espèce, des pierres et métaux précieux, des titres, des devises et des livrets de caisse d'épargne, indiqués dans le permis d'exportation de la Banque Nationale de Hongrie.

En ce qui concerne les colons assujettis, pour l'exportation de leur tabac, aux stipulations de l'Arrangement signé le 29 janvier 1939 par les représentants des Monopoles tchéco-slovaques et hongrois, le montant des impôts et autres contributions publiques à leurs charge sera fixé en tenant compte des montants qui auront été réglés conformément à ces stipulations, par paiement au comptant ou par imputation sur le prix de leur tabac.

Les impôts et autres contributions publiques dus par les colons en vertu des décisions ayant l'autorité de la chose jugée et venus à l'échéance, pour autant qu'ils n'auront pas été réglés aux termes des alinéas précédents, continueront à subsister jusqu'à ce qu'ils ne seront pas acquittés soit au comptant, soit selon les modalités à fixer par un arrangement entre les Gouvernements tchéco-slovaque et hongrois.

VII.

L'indemnisation des colons par la Hongrie pour les dommages subis quant à leurs biens mobiliers, dans le cadre des comptes à intervenir, feront l'objet de négociations ultérieures entre les Délégations tchéco-slovaque et hongroise. Ces négociations s'ouvriront immédiatement après la réception des déclarations de dommages prévus à l'article V.

En ce qui concerne les biens immobiliers des colons, la Délégation tchéco-slovaque exprime le désir du Gouvernement Tchéco-Slovaque de voir, comme conséquence de la prise en possession des biens immobiliers des colons par le Gouvernement royal hongrois, attribuer aux colons une indemnité pleine et entière, que le droit de propriété ait été enregistré ou non dans le livre foncier.

La Délégation hongroise déclare que le Gouvernement royal hongrois est prêt à entamer, sans délai, des négociations avec le Gouvernement tchéco-slovaque en vue du règlement équitable des ces revendications basées sur le droit de propriété ou de possession des colons.

Fait à Budapest, en double original, le 18 février 1939.

Protokol

V subkomisii pre sfažnosti právnej komisie, ktorá je splnomocnená vykonaním arbitrážneho rozhodnutia z 2. novembra 1938, delegáti česko-slovenskej a maďarskej vlády po zvážení návrhu česko-slovenskej delegácie vo veci česko-slovenských kolonistov usadených na pripojenom území k Maďarsku dosiahli nasledujúcu

dohodu:

I.

Česko-slovenská vláda do 31. októbra 1939 prijme českých, slovenských a rusínskych kolonistov s ich rodinami, manželskými partnermi a ostatnými príbuznými žijúcimi v spoločnej domácnosti, usadených československou vládou v kolóniách, ktoré vznikli v dôsledku pozemkovej reformy bez toho, aby robila rozdiel medzi tými, ktorí už opustili Maďarsko, a tými, ktorí tak urobia.

Česko-Slovensko zabezpečí všetkým týmto osobám česko-slovenské štátne občianstvo bez ohľadu na dnes podpísanú dohodu medzi Česko-Slovenskou republikou a Maďarským kraľovstvom o úprave otázok štátneho občianstva.

Česko-slovenská vláda vypracovala zoznam kolónii: tie, ktoré tvoria prílohu A¹, vzťahujúcu sa na odstúpené územie zo Slovenska do Maďarska, a tie, ktoré tvoria prílohu B¹, týkajúcu sa odstúpeného územia z Karpatskej Ukrajiny do Maďarska.

II.

Vystaňovaní kolonisti si na základe osvedčenia vydaného na požiadanie maďarskej Národnej banky môžu vyvieť bez cla a bez dane svoj hnuťelný majetok, dobytok a poľnohospodárske náradie.

Kolonisti, ktorí opustili svoje bydlisko pred podpisom tejto úpravy, v dôsledku opatrení prijatých maďarskými orgánmi alebo z iných dôvodov, môžu sa vrátiť do svojho predchádzajúceho bydliska za účelom odvezenia ich hnuťelného majetku, dobytky a poľnohospodárskeho náradia bez cla a poplatkov na územie Česko-Slovenska.

Pokiaľ ide o prepravu dobytky, Česko-Slovensko je pripravené vzdať sa uplatňovania ustanovení Česko-slovensko-maďarského veterinárneho dohovoru voči Maďarsku a tiež nemá námietky, aby maďarské orgány nakupovali kone od kolonistov v hotovosti za cenu, ktorá zodpovedá miestnym pomerom.

V prípadoch, že by si niektorí kolonisti z nepredvídaných alebo technických príčin nemohli zobrať svoj hnuťelný majetok osobitnej povahy, ako je slama na podstielku, siláž alebo objemové krmivá („Bailass“) a tie ostanú k dispozícii budúcu užívateľovi, uplatnia sa ustanovenia článku V.

Pri vývoze finančného majetku v hotovosti alebo v cenných papieroch sa budú uplatňovať nasledujúce ustanovenia:

Možno vyviezť cenné papiere patriace kolonistom a vydané dlžníkmi, ktorí majú bydlisko alebo miesto pobytu na terajšom území Česko-Slovenskej republiky.

Možnosti a podmienky prevodu obnosov v pengő, ako aj možnosti a podmienky vývozu platobných prostriedkov znejúcich na česko-slovenské koruny poskytnuté kolonistom k dispozícii maďarskou Národnou bankou alebo nachádzajúcich sa u nich podliehajú dohodám medzi emisnými bankami oboch štátov.

Podľa platných predpisov maďarská Národná banka spravidla nepovolí vývoz zlata, striebra a platiny (s výnimkou bežných predmetov vyrobených z týchto kovov a určených pre osobnú potrebu v množstve zodpovedajúcom majetkovým pomerom kolonistu), ani vývoz zbierok alebo umeleckých diel, ktoré podľa príslušných maďarských orgánov majú historickú hodnotu alebo osobitný význam. To isté platí aj pre vývoz cenných papierov, devíz a platobných prostriedkov, na ktoré sa nevzťahujú ustanovenia predchádzajúceho odseku.

Príslušné úrady oboch krajín sa dohodli na úprave osobitných prípadov.

Ak maďarská Národná banka povolí vývoz, vydá k tomu povolenie alebo osvedčenie bez toho, aby kolonista zložil protihodnotu v cudzej mene alebo mal túto povinnosť. Vývozné povolenia alebo osvedčenia môžu vydávať aj príslušné pobočky maďarskej Národnej banky.

Vyvážený hnuťelný majetok nepodlieha žiadnej vývoznnej dani, poplatku alebo clu.

Podmienky vývozu tabaku, patriaceho kolonistovi, podliehajú ustanoveniam dohody podpísanej 29. januára 1939 zástupcami česko-slovenského a maďarského monopolu.

III.

Príloha C tejto dohody³ podrobne stanovuje podmienky sťahovania kolonistov, ktorí hospodárili na pozemkoch uvedených v prílohe A, ako aj podmienky ich návratu do Maďarska s cieľom odvozu ich hnuťelného majetku.

Kolonisti, ktorí sa v súčasnosti zdržujú v Maďarsku a ktorí z akéhokoľvek dôvodu nemajú záujem o využitie prepravy uvádzanej v prílohe C, si cestu svojej rodiny, manželských partnerov a iných osôb, ktorí s nimi bývajú v spoločnej domácnosti, ako aj prevoz ich hnuťelného majetku budú hradiť sami.

Pokiaľ sa týka ostatného, tieto osoby podliehajú pod ustanovenia tejto dohody.

IV.

Podmienky odchodu kolonistov, ktorí užívali pozemky uvedené v prílohe B, ako aj ich návrat do Maďarska s cieľom odvozu hnuťelného majetku, budú predmetom neskoršieho rokovania medzi obidvoma delegáciami.

V.

Kolonisti, ktorí sa vrátia do svojho bývalého bydliska za účelom zabezpečenia prepravy svojho hnuťelného majetku, dobytká a poľnohospodárskeho náradia – ak je to potrebné – môžu nahlásiť starostovi bývalého bydliska škody a straty, ktoré utrpeli na svojom majetku.

Vyhlasenie sa musí urobiť čo najskôr v prítomnosti zmiešanej česko-slovensko-maďarskej komisie zriadenej pre tento účel. V ňom treba uviesť okolnosti a dôvody kolonistu za účelom stanovenia výšky škody.

Podrobnosti tohto postupu sa uvádzajú v prílohe D.⁴

VI.

Dane a iné verejné poplatky, ktoré je kolonista povinný zaplatiť podľa platného rozhodnutia a sú splatné, sa musia zaplatiť.

Kolonisti vlastníci finančnú hotovosť, drahokamy alebo kovy, cenné papiere alebo vkladné knižky, na ktorých vývoz sa vyžaduje povolenie maďarskej Národnej banky, budú môcť svoj hnuiteľný majetok, dobytok a poľnohospodárske náradie vyviezť len vtedy, ak predtým na splatenie svojich dlhov, daní alebo iných verejných poplatkov zložili 50 % celkovej hotovosti, drahých kovov, cenných papierov a vkladných knižiek, uvedených vo vývoznom povolení od maďarskej Národnej banky.

Pokiaľ ide o kolonistov, ktorí podliehajú pri vývoze tabaku pod ustanovenia dohody podpísanej 29. januára 1939 medzi zástupcami česko-slovenského aj maďarského monopolu, pri stanovovaní výšky dane a iných verejných poplatkov, ktoré musia zaplatiť, sa zoberú do úvahy obnosy vyrovnané podľa týchto ustanovení, platbou v hotovosti alebo pripočítaním k cene ich tabaku.

Povinnosť splatiť dane a ostatné verejné poplatky, ktoré kolonista v zmysle rozhodnutia je povinný zaplatiť, pokiaľ nebudú vyrovnané v zmysle predchádzajúceho odstavca, táto povinnosť pretrváva dovtedy, kým nebudú splatené alebo vykonané iným stanoveným spôsobom pri vysporiadaní medzi česko-slovenskou a maďarskou vládou.

VII.

Odszkodnenie kolonistov zo strany Maďarska za škody, ktoré utrpeli na ich hnuiteľnom majetku, budú predmetom neskorších rokovani pri budúcom vyrovnaní účtov medzi česko-slovenskou a maďarskou delegáciou. Tieto rokovania začnú bezodkladne po prijatí hlásení o škodách uverejnených v článku V.

Pokiaľ ide o nehnuteľný majetok kolonistov, česko-slovenská delegácia tlmočí želanie česko-slovenskej vlády, aby po prevzatí nehnuteľného majetku kolonistov maďarskou kráľovskou vládou, ich v plnej miere odszkodnila bez ohľadu na to, či ich vlastnícke právo bolo, alebo nebolo zavedené v pozemkovej knihe.

Maďarská delegácia vyhlasuje, maďarská kráľovská vláda je pripravená bezodkladne začať rokovania s česko-slovenskou delegáciou s cieľom spravodlivého vysporiadania nárokov vychádzajúcich z majetkových práv alebo na základe majetku kolonistov.

V Budapešti 18. februára 1939, vyhotovené v dvoch origináloch.

AMZV ČR, PrS, kart. 61, f. 9, č. 23 750/VI-4/39. Kópia, strojopis.

¹ Zoznam nepublikujeme.

² Zoznam z Podkarpatskej Rusi nepublikujeme.

³ Prílohu C tvorila nasledujúca dohoda: Dohoda ohľadom movitých vecí a predmetov k osobnému používaniu.

I.

1. Osoby, ktoré vzhľadom na politické udalosti posledných čias, preložili svoje bydlisko alebo pobyt z územia pripojeného k Maďarsku, alebo ním teraz obsadeného územia Česko-Slovenskej republiky, budú mať možnosť previezť do terajšieho bydliska, alebo do miesta pobytu ich movitý majetok zanechaný na ich predošlom bydlisku, alebo na mieste pobytu.

2. Osoby označené v predošlom § budú môcť vyviezť s povolením alebo vývozným osvedčením vydaným na žiadosť záujemcu Maďarskou národnou bankou najmä: ich nábytok, obvyklé zásoby ich domácnosti, osobné predmety (šatstvo, prádlo atď.), náradie potrebné pri výkone ich zamestnania, ako i tituly (úpisy) v ich vlastníctve, vydané dlžníkom bývajúcim alebo sídliacim na terajšom území Česko-Slovenskej republiky.

Možnosť a spôsoby prenosu súm v pengö, ako i možnosť a spôsoby vývozu peňažných prostriedkov znejúcich na česko-slovenské koruny vydané Maďarskou národnou bankou k voľnému nakladaniu záujemcu alebo sa nachádzajúcich v jeho držbe, ostávajú podrobené dohodám platným medzi emisnými bankami oboch štátov.

Maďarská národná banka vo všeobecnosti nepovolí vývoz zlata, striebra, platiny (s výnimkou obvyklých) predmetov určených na

osobné používanie vyrobených z týchto kovov a to v množstve zodpovedajúcom majetkovému postaveniu záujemcu (ani zbierky a umelecké diela majúce podľa zistenia maďarských príslušných vrchností historickú cenu alebo v inom smere závažnú hodnotu). Podobne, čo sa týka vývozu titulov (úpisov, nárokov), devíz a platobných prostriedkov nepodliehajúcich úprave predošlých odstavcov.

Príslušné vrchnosti oboch zemí sa dohodnú za účelom úpravy špeciálnych prípadov.

Ak Maďarská národná banka výkazy povoľuje, vydá povolenia alebo príslušné osvedčenia bez toho, aby záujemca zložil protihodnotu v zahraničných devízach za predmety majúce sa vyviezť, alebo aby sa k tomu zaviazal. Povolenia a vývozné osvedčenia budú môcť byť vydané taktiež filiálkami Maďarskej národnej banky

3. Do doby vývozu majetku kráľovská maďarská vláda postará sa o jeho zachovanie a to v takej miere, v akej je zodpovedná voči svojim vlastným štátnym občanom za správu a udržiavanie poriadku na miestach, kde tento majetok sa nachádza. Prípadné práva k odškodneniu voči súkromníkom nie sú dotknuté touto dohodou.

4. O uskutočnenie prevozu sa spravidla postará majiteľ, ktorý má možnosť zmocniť prevozom poverenika, alebo ním zvolený dopravný podnik.

Ak z dôvodov verejného poriadku vstup majiteľovi do Maďarska by bol odopretý, potrebné povolenie k prevozu bude udelené len jeho poverenikovi, alebo ním poverenému dopravnému podniku.

5. Prevozné povolenie bude vydané na žiadosť záujemcu poslané v dvoch exemplároch na ministerstvo zahraničia Česko-Slovenskej republiky v Prahe.

Žiadosť má obsahovať nasledujúce náležitosti:

a) meno a prímie majiteľa, deň a miesto narodenia, číslo jeho pasu,

b) označenie terajšieho bydliska alebo pobytu,

c) označenie predošlého bydliska alebo pobytu, kde sa nachádzajú opatrené predmety previezť sa majúce,

d) stručný výpočet predmetov majúcich sa previezť (nábytok môže byť označený podľa izieb),

e) označenie lehoty, v ktorej majiteľ si praje prevoz podniknúť, pričom kráľovská maďarská vláda môže slobodne zadeliť rôzne prevozy podľa požiadaviek železničnej premávky,

f) meno osôb alebo dopravného podniku povereného vývozom,

g) náležitosti označené v § 5) vzťahujúce sa na poverenika prevozom zmocneného v prípade odopretia vstupu majiteľovi.

Tieto dva exempláre žiadosti budú odovzdané Česko-Slovenským vyslanectvom v Budapešti maďarskému ministerstvu zahraničia. Toto v 15-dňovej lehote vráti jeden exemplár tejto žiadosti menovanému vyslanectvu, opatrený klauzulou povoľujúcou záujemcovi vstup do Maďarska. Vyslanectvo je poverené odovzdaním tejto listiny majiteľovi. Druhý exemplár tejto žiadosti opatrený tou istou klauzulou bude zaslaný maďarským ministerstvom zahraničia príslušnej obecnej vrchnosti podľa predošlého pobytu záujemcu. Nositeľ vstupného povolenia je povinný pri príchode a odchode osobne sa predstaviť príslušnej obecnej vrchnosti, menovite v mestách na policajnom riaditeľstve.

6. Žiadosť opatrená vstupným povolením musí byť predostretá na hranici. Oprávňuje nositeľa k vstupu do Maďarska, s riadnym pasom odobrať sa najkrajšou cestou na miesto, kde sú predmety opatrené a zostať tam po dobu potrebnú k zaisteniu prevozu, ale nie dlhšie ako 8 dní. V odôvodnených prípadoch nositeľ môže žiadať o predĺženie tejto lehoty u vrchnosti označenej v poslednom odstavci 5 §.

Na ceste tam a späť nositeľ používa voľný prechod, policajná ochrana je mu zaručená.

7. Maďarská kráľovská vláda vydá opatrenie, aby dlhodobé nájomné zmluvy mohli byť riešené krátkodobou. V žiadnom prípade nebude môcť byť požadované nájomné za dlhšiu dobu, ako za dobu zmluvnej alebo zákonnej výpovede. Taktiež nebude môcť byť požadované počnúc dátumom, ktorým miestnosti boli prenajaté novému nájomcovi.

Prevozu nebude môcť byť zabránené, ak opozdené nájomné uložené na základe tejto dohody bolo buď vyrovnané v peniazoch, alebo zaplatené zhodne s platobnou dohodou platnou medzi Maďarskom a Česko-Slovenskom a ak toto zaplatenie bolo náležite dokázané. Predmety zabavené z dôvodov daňových za dane alebo pre iné zanedbané povinnosti, môžu byť vyvezené len v prípade, ak nedoplatky, ktoré spôsobili zabavenie, boli zaplatené, alebo keď na dlžníkovú žiadosť a vzhľadom na iné zabezpečenie ním poskytnuté, bolo zabavenie zrušené.

Prípadné zálohy na prevozné výlohy budú upravené súhlasne s platobnou dohodou platnou medzi Maďarskom a Česko-Slovenskom.

8. Horeuvedené ustanovenia budú sa vzťahovať len na prenosy, na ktoré bude žiadané povolenie najneskôr do 30. júna 1939.

II.

Ustanovenia časti I. tejto dohody budú sa vzťahovať tiež na sťahovanie rodín osôb, ktoré prináležia k Česko-Slovenskej armáde, na rodiny verejných zamestnancov Česko-Slovenských, o ktorých sa jedná v osobitnej dohode zo 4. novembra 1938.

III.

Ustanovenia tejto dohody budú primerane uplatňované na osoby, ktoré preložili bydlisko z územia Česko-Slovenskej republiky na územie Maďarské. - SNA, MP, kart. 134, inv. č. 171.

* Požadovanú evidenciu vyvázaného majetku kolonistov nepublikujeme.